

PATENT ASSIGNMENT COVER SHEET

Electronic Version v1.1
 Stylesheet Version v1.2

EPAS ID: PAT7731951

SUBMISSION TYPE:	NEW ASSIGNMENT	
NATURE OF CONVEYANCE:	ASSIGNMENT	
CONVEYING PARTY DATA		
	Name	Execution Date
	HT CONSULTANT	12/16/2022
RECEIVING PARTY DATA		
Name:	GAL S.L. LTD	
Street Address:	STURMAN 8	
City:	HERZELIYA	
State/Country:	ISRAEL	
Postal Code:	4631108	
PROPERTY NUMBERS Total: 2		
Property Type	Number	
Patent Number:	11187497	
Application Number:	16622254	
CORRESPONDENCE DATA		
Fax Number:	(801)531-9168	
<i>Correspondence will be sent to the e-mail address first; if that is unsuccessful, it will be sent using a fax number, if provided; if that is unsuccessful, it will be sent via US Mail.</i>		
Phone:	801-532-1922	
Email:	bknielsen@TraskBritt.com	
Correspondent Name:	TRASKBRITT	
Address Line 1:	P.O. BOX 2550	
Address Line 4:	SALT LAKE CITY, UTAH 84110	
ATTORNEY DOCKET NUMBER:	4102.01-P15266US	
NAME OF SUBMITTER:	ELIZABETH HERBST SCHIERMAN	
SIGNATURE:	/Elizabeth Herbst Schierman/	
DATE SIGNED:	01/09/2023	
Total Attachments: 26		
source=2023-01-09-Assignment_1413-15266US#page1.tif		
source=2023-01-09-Assignment_1413-15266US#page2.tif		
source=2023-01-09-Assignment_1413-15266US#page3.tif		
source=2023-01-09-Assignment_1413-15266US#page4.tif		
source=2023-01-09-Assignment_1413-15266US#page5.tif		

source=2023-01-09-Assignment_1413-15266US#page6.tif
source=2023-01-09-Assignment_1413-15266US#page7.tif
source=2023-01-09-Assignment_1413-15266US#page8.tif
source=2023-01-09-Assignment_1413-15266US#page9.tif
source=2023-01-09-Assignment_1413-15266US#page10.tif
source=2023-01-09-Assignment_1413-15266US#page11.tif
source=2023-01-09-Assignment_1413-15266US#page12.tif
source=2023-01-09-Assignment_1413-15266US#page13.tif
source=2023-01-09-Assignment_1413-15266US#page14.tif
source=2023-01-09-Assignment_1413-15266US#page15.tif
source=2023-01-09-Assignment_1413-15266US#page16.tif
source=2023-01-09-Assignment_1413-15266US#page17.tif
source=2023-01-09-Assignment_1413-15266US#page18.tif
source=2023-01-09-Assignment_1413-15266US#page19.tif
source=2023-01-09-Assignment_1413-15266US#page20.tif
source=2023-01-09-Assignment_1413-15266US#page21.tif
source=2023-01-09-Assignment_1413-15266US#page22.tif
source=2023-01-09-Assignment_1413-15266US#page23.tif
source=2023-01-09-Assignment_1413-15266US#page24.tif
source=2023-01-09-Assignment_1413-15266US#page25.tif
source=2023-01-09-Assignment_1413-15266US#page26.tif

ACTE DE CESSIION DE QUOTE-PART DE BREVET

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La société HT CONSULTANT, société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, au capital de 12500 euros immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B115796, dont le siège social est situé 17 boulevard Roosevelt, 2450 Luxembourg, représentée par Monsieur Serge KREL, en qualité de Gérant,

Ci-après dénommée « Le Cédant »

D'une part,

ET :

La société GAL S.L. Ltd, société à responsabilité limitée de droit israélien, au capital de 100 shekel immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro 513610709, dont le siège social est situé Sturman 8, Herzeliya 4631108 (Israël), représentée par Monsieur Avraham Gershovitz-Sagi, en qualité de Gérant,

Ci-après dénommée « Le Cessionnaire »

De deuxième part,

APRES AVOIR ETE PREALABLEMENT EXPOSE QUE :

- A) Les Parties sont copropriétaires d'un brevet français déposé en date du 13 juin 2017 sous le numéro FR1770622, publié sous le numéro 3067449, intitulé « Viseur deux yeux ouverts numérique jour/nuit pour arme à feu » (ci-après « le Brevet »). Ce Brevet porte sur l'invention décrite dans le brevet d'invention joint en Annexe 1 (ci-après, « l'Invention »).
- B) La demande de brevet a été déposée par le seul inventeur Monsieur Francis SEZNEC-SERPAGGI, ancien ingénieur en chef des études techniques de l'armement au sein de la structure intégrée du maintien en condition opérationnelle des matériels terrestres (SIMMT) ayant quitté l'administration depuis le 1er janvier 2019 et travaillant sur cette invention depuis 2011. Le 25 avril 2012, la Direction Générale de l'Armement (DGA) a reconnu cette invention « hors mission attribuable », mais n'a pas jugé utile d'en demander l'attribution, laissant l'inventeur libre de déposer le brevet à son nom. La Mission pour le Développement de l'Innovation Participative (MIP) a financé en partie la réalisation des prototypes. Par lettre du 6 décembre 2012, le Général d'armée Bertrand Ract Madous (CEMAT) s'est montré très favorable à la proposition de soutien de ce projet.
- C) Le Brevet a fait l'objet d'une demande d'extension internationale « PCT » en date du 13 juin 2018. Le Brevet inclut donc, outre le brevet français, plusieurs autres brevets nationaux ou demandes de brevet nationale, selon état joint en Annexe 2.
- D) Le Brevet a fait l'objet d'une première cession en date du 7 décembre 2019 entre l'inventeur initial, Monsieur Francis SEZNEC-SERPAGGI, et 3 copropriétaires : la société HT CONSULTANT, la société SOFTBOX MADEIRA UNIPESSOAL, LDA et la société GAL S.L. Ltd, chacune détenant une quote-part égale au tiers du Brevet. Cette cession obéissait à des considérations purement économiques, les sociétés HT CONSULTANT et GAL S.L. n'ayant aucune connaissance particulière dans la technologie ayant fait l'objet du Brevet, ni dans l'Invention.
- E) Le Cédant désirant céder sa quote-part dans le Brevet, et le Cessionnaire s'étant déclaré intéressé par l'acquisition de celle-ci, les Parties se sont rapprochées, après une période de négociations au cours de laquelle les Cessionnaires ont notamment pu vérifier la validité du Brevet et l'état des inscriptions de celui-ci à l'INPI, afin d'arrêter, aux termes du présent acte, les conditions et modalités de la cession de cette quote-part.
- F) Les Parties déclarent et reconnaissent que la négociation ayant précédé la conclusion de la présente convention a été conduite de bonne foi et avoir bénéficié, pendant la phase précontractuelle de négociations, de toutes les informations nécessaires et utiles pour leur permettre de s'engager en toute connaissance de cause et s'être mutuellement communiqué toute information susceptible de déterminer leur consentement et qu'elles pouvaient légitimement ignorer.

CECI ETANT RAPPELE, IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :**Article 1. Définitions**

- **Brevet** : le brevet mentionné en Annexe 1 portant sur l'invention décrite dans cette annexe, ainsi que l'ensemble des brevets et demandes de brevets étrangers issus de la demande internationale PCT visés en Annexe 2 ;
- **Cession** : la présente cession de quote-part de brevet ;

- **Copropriétaires** : l'ensemble des copropriétaires du Brevet ;
- **Copropriété** : regroupement des copropriétaires du Brevet ;
- **Invention** : invention décrite en Annexe 1 ;
- **Mandataire** : le cabinet de Conseils en Propriété Industrielle chargé d'établir tous les documents pour la préparation, le dépôt, l'extension, la délivrance et le maintien en vigueur du Brevet, ainsi que ses correspondants étrangers. A la date des présentes, le Mandataire est le cabinet de Conseils en propriété industrielle INVENT'IP, SAS au capital social de 20.000 €, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Grenoble sous le numéro 808 184 303, représenté par M. Jean-Baptiste DUPONT.

Article 2. Objet du Contrat

Le présent Contrat a pour objet la Cession, par le Cédant, de sa quote-part du Brevet au Cessionnaire.

Article 3. Entrée en vigueur

Les Parties n'entendant pas conditionner leur engagement à un délai de réflexion, et renoncent à cet effet aux dispositions de l'article 1122 du Code civil.

Le présent contrat entrera en vigueur dès sa signature par l'ensemble des Parties, la Cession n'étant effective qu'au jour du complet règlement par le Cessionnaire du prix de cession.

Article 4. Déclarations et garanties du Cédant et du Cessionnaire

Le Cédant et le Cessionnaire étant co-propriétaires du Brevet, ils déclarent et reconnaissent que :

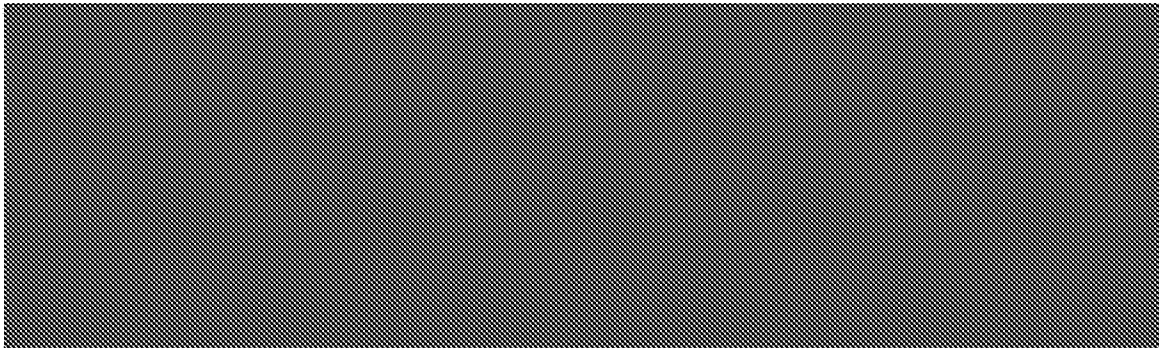
- le Brevet a été régulièrement déposé, est pleinement en vigueur et qu'ont été acquittés dans leur intégralité tous les droits nécessaires au maintien de la validité du Brevet ;
- aucune autre demande de brevet français ou étranger ou certificat d'utilité afférent à l'Invention n'a été déposée ;
- aucune action de quelque nature que ce soit à l'encontre d'un tiers n'a été entreprise et que le Brevet ne fait actuellement l'objet d'aucune action en nullité ;
- le Brevet présentement cédé est libre et exempt de tout privilège, gage, nantissement, sûreté ou autre charge ou restriction au droit de propriété plein, entier, et que le Cédant a la libre disposition et la paisible jouissance de sa quote-part, ainsi que la pleine capacité de l'aliéner, dans les conditions précisées à l'article « Objet » ci-dessus.

Article 5. Cession aux risques et périls du Cessionnaire

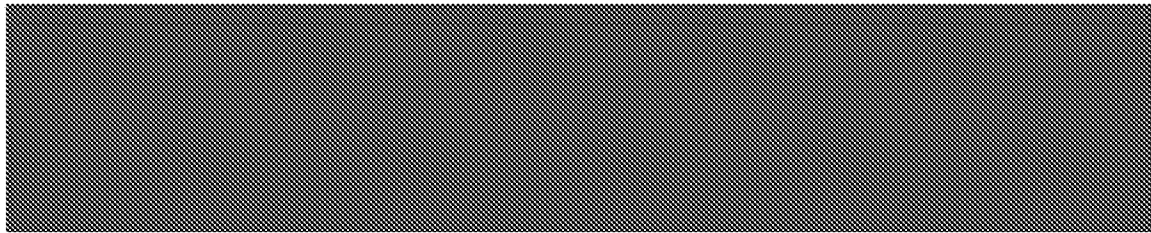
a. Non-garantie des risques juridiques

Le Cessionnaire déclare qu'il a eu connaissance, en tant que co-propiétaire :

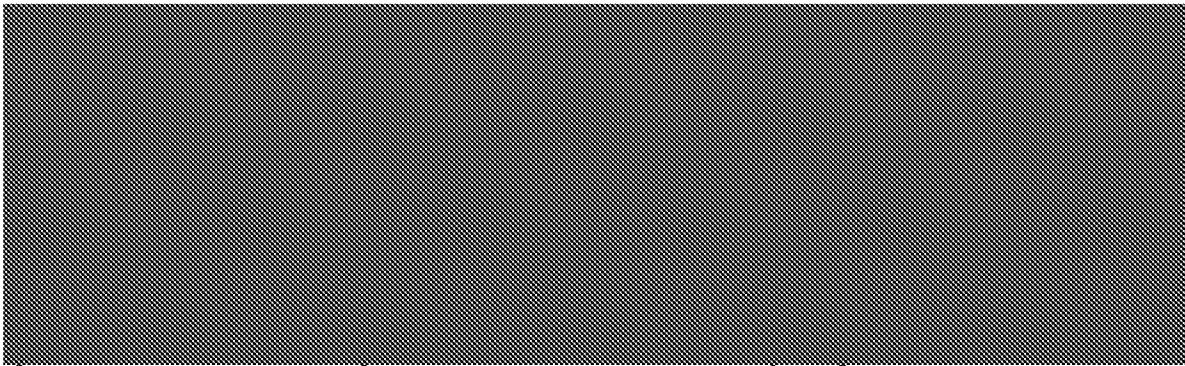




Le Cédant ne saurait davantage garantir les risques juridiques liés à l'exploitation du Brevet, en France ou dans tout autre territoire où il serait délivré ; notamment en cas d'action de tiers invoquant des droits de propriété intellectuelle antérieurs sur l'Invention.



En conséquence, la Cession est consentie et acceptée aux risques et périls du Cessionnaire au sens de l'article 1629 du Code civil, sans autre garantie de la part du Cédant que celles figurant à l'article « *Déclarations et garanties des Cédants* » et celle de son fait personnel.



Conformément aux dispositions des articles 1627 à 1629 du Code civil, le Cédant reste tenu de la garantie d'éviction de son fait personnel, et s'engage en conséquence à ne pas troubler, directement ou indirectement, la jouissance par le Cessionnaire de son droit de propriété.

b. Non-garantie des vices cachés

La Cession étant conclue aux risques et périls du Cessionnaire, le Cédant ne saurait être tenu des éventuels vices cachés affectant le Brevet.

En particulier, le Cédant ne garantit pas la possibilité d'exploiter commercialement et techniquement l'Invention, ladite exploitation étant de la responsabilité des Copropriétaires.

Le Cédant ne garantit pas davantage les éventuels vices cachés affectant les produits brevetés, dont la fabrication incombe aux Copropriétaires.

En conséquence, le Cédant ne saurait être tenue à indemnisation du fait de toute impossibilité, technique ou commerciale, d'exploiter le Brevet ; ou de tout vice affectant les produits brevetés, et notamment des conséquences attachées à toute action de tiers fondée sur un vice caché affectant les produits brevetés.

Article 6. Cession de la quote-part du Cédant

a. Nombre de quotes-parts

Le Brevet est à ce jour subdivisé en 3 quotes-parts égales :

- Société H.T. CONSULTANT : une quote-part, soit un tiers du Brevet ;
- Société SOFTBOX MADEIRA UNIPessoal, LDA : une quote-part, soit un tiers du Brevet ;
- Société GAL S.L. Ltd : une quote-part, soit un tiers du Brevet.

b. Quote-part cédée

Par les présentes, le Cédant cède au Cessionnaire, qui l'accepte, sa quote-part de copropriété dans le Brevet.

c. Répartition des quotes-parts une fois la cession réalisée

La répartition des quotes-parts entre les copropriétaires, postérieurement à la Cession, sera la suivante :

- Société GAL S.L. Ltd : 2 quotes-parts, soit deux tiers du Brevet ;
- Société SOFTBOX MADEIRA UNIPessoal, LDA : 1 quote-part, soit un tiers du Brevet.

En conséquence de la Cession prévue au présent contrat, le Cédant perdra son statut de copropriétaire et sera libéré de toutes les obligations liées à celui-ci.

Article 7. Prix de cession

La Cession est consentie et acceptée, moyennant un prix forfaitaire de [REDACTED] que le Cessionnaire s'engage à régler sous 8 jours par virement sur le compte bancaire du Cédant.

Le Cessionnaire fera son affaire du paiement de la taxe sur la valeur ajoutée sur son territoire, le prix ci-dessus s'entendant net de tous impôts, droits et taxes.

Article 8. Droit de préemption de la société SOFTBOX MADEIRA UNIPessoal LDA

Aux termes de L.613-29.e) du CPI :

Chaque copropriétaire peut, à tout moment, céder sa quote-part. Les copropriétaires disposent d'un droit de préemption pendant un délai de trois mois à compter de la notification du projet de cession. A défaut d'accord sur le prix, celui-ci est fixé par le tribunal judiciaire. Les parties disposent d'un délai d'un mois à compter de la notification du jugement ou, en cas d'appel, de l'arrêt, pour renoncer à la

vente ou à l'achat de la part de copropriété sans préjudice des dommages-intérêts qui peuvent être dus ; les dépens sont à la charge de la partie qui renonce. »

Par courriel du 14 juin 2022, la société HT CONSULTANT a informé la société SOFTBOX MADEIRA UNIPessoal, LDA, co-proprétaire à hauteur d'un tiers du Brevet, de son souhait de céder sa quote-part de copropriété sur le Brevet à la société GAL SL, et du prix de cession envisagé, étant précisé que ce projet avait été acté lors d'une réunion du 11 mai 2021.

Par courriel du 15 juin 2022, la société SOFTBOX MADEIRA UNIPessoal, LDA a pris acte de ces informations, confirmant la décision du 11 mai 2021, dont il résulte qu'elle n'entend pas exercer son droit de préemption.

En conséquence, la présente cession peut librement être exécutée, en application de l'article L.613-29 e) du Code de la Propriété Intellectuelle.

Article 9. Documentation

La documentation attachée à la quote-part et au Brevet comprend :

- les documents, études techniques et de marché, plans et schémas se rapportant au Brevet, à ses applications, et au savoir-faire qui leur est relatif ;
- tous les documents justifiant de la propriété du Brevet et de ses applications, et en particulier, les certificats de dépôt, et d'enregistrement concernant les territoires dans lesquels le Brevet a été déposé, ainsi que tous les reçus ou autres preuves de paiement y afférents.

L'ensemble de cette documentation est conservé, pour le compte de la Copropriété, par son Mandataire.

Article 10. Nullité partielle

L'annulation éventuelle d'une ou plusieurs clauses du présent contrat par une décision de justice ne saurait porter atteinte à ses autres stipulations qui continueront de produire leur plein et entier effet pour autant que l'économie générale du contrat puisse être sauvegardée.

Aucun où l'exécution de l'une ou plusieurs des clauses du présent contrat serait rendue impossible du fait de son annulation, les Parties tenteront de se rapprocher afin d'établir une nouvelle clause dont l'esprit et la lettre seront aussi proches que possible de l'ancienne clause, les autres stipulations du contrat demeurant en vigueur.

Article 11. Formalités

a. Enregistrement fiscal

Toutes les impositions, taxes et droits qui seraient dus en conséquence de la Cession, et notamment les éventuels droits d'enregistrement fiscal, à l'exception des impositions personnelles du Cédant, seront à la charge du Cessionnaire qui s'engage à les payer en temps utile et à procéder à toute formalité fiscale qui découlerait de la Cession.

b. Inscription au Registre National des Brevets

Les frais afférents aux formalités administratives d'inscription de la présente cession au Registre national des brevets à l'Institut national de la propriété industrielle et, si nécessaire, aux autres organismes concernés pour les territoires visés à l'Annexe 2, seront à la charge du Cessionnaire qui s'y oblige. Le Cessionnaire donne par les présentes tous pouvoirs au Mandataire, pour faire

inscrire ladite cession au Registre national des Brevets, ainsi qu'à tous les offices nationaux compétent, et accomplir toutes formalités y liées.

Article 12. Langue du contrat

Le présent contrat est rédigé en langue française. Dans le cas où il serait traduit en une ou plusieurs langues, seul le texte français ferait foi en cas de litige.

Article 13. Droit applicable – Règlement des litiges

De convention expresse entre les Parties, le présent contrat est régi et soumis au droit français. Toutes les mentions relatives au « Code Civil », au « Code de la propriété intellectuelle » ou à un autre texte législatif, font référence aux textes législatifs français.

TOUS LES LITIGES AUXQUELS LE PRESENT CONTRAT POURRAIT DONNER LIEU, CONCERNANT TANT SA VALIDITE, SON INTERPRETATION, SON EXECUTION, SA RESOLUTION, LEURS CONSEQUENCES, LEURS SUITES SERONT SOUMIS AU TRIBUNAL JUDICIAIRE DE PARIS.

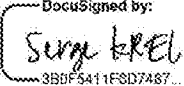
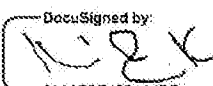
Article 14. Documents annexes

De convention expresse, tous les documents annexés au présent contrat en font partie intégrante et forment, avec celui-ci, un ensemble indivisible dans l'esprit des parties.

Article 15. Signature électronique

Le présent contrat est signé électroniquement par les Parties, via la plateforme « E-actes sous signature privée » du service « e-barreau » opéré par la société Certeurop, dans les conditions des articles 1366 et 1367 du Code civil français. La date de signature du présent Contrat est la date indiquée par la signature électronique apposée sur ledit document et sur le certificat électronique.

Les Parties reconnaissent que cet acte, signé électroniquement, constitue la preuve évidente de leur volonté de se lier et établit leur consentement plein et entier sur les droits, obligations et responsabilités en résultant.

Pour la société H.T. CONSULTANT Monsieur Serge KREL Signature DocuSigned by:  3B0F5411F8D7487...	Pour la société GAL S.L. Ldt Monsieur Avraham Gershovitz-Sagi Signature DocuSigned by:  86C3EBE45BA24DE...
---	--

ANNEXE 1 : BREVET FR3067449

Brevet VISEUR DEUX YEUX OUVERT...



inpi

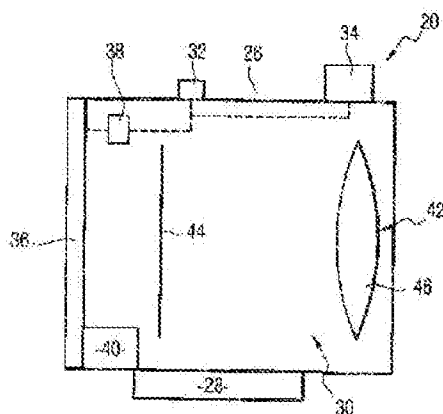
Extrait de la base Brevets

du site DATA INPI

19 mai 2022

N° de n° FR3067449

Figure:



Titre: VISEUR DEUX YEUX OUVERTS NUMERIQUE JOUR/NUIT POUR ARME A FEU

N° et date de publication de la demande: FR3067449 - 14/11/2018 (BOPI 2018-50)

type de la demande: A1

N° et date de dépôt: FR1770622 - 13/06/2017

N° et date de priorité: FR1770622 - 13/06/2017

Classification CB: F41G 1/00; F41G 1/30; F41G 1/32

Classification CPC: F41G 1/30; F41G 1/32; F41G 3/165; G02B 23/14; G02B 27/0189; F41G 1/30; F41G 1/32; F41G 3/165; G02B 23/14; G02B 27/0189; F41G 1/32; F41G 3/16; G02B 27/0189

famille de brevets: CA3067101A1; JP2020578132A; EP3638972A1; KR20200055938A; FR3067449A1; WO2018229149A1; US2020103203A1

Source: INPI, Dernière mise à jour de la base Brevets français: 17/05/2022

Page 1/2

Brevet VISEUR DEUX YEUX OUVERT...

Abstract : L'invention concerne un viseur (20) destiné à être utilisé de jour et de nuit, le viseur (20) comportant :
 - une vitre/face de fixation (28) à une arme à feu, - une caméra (30) acquérant une partie de l'environnement pour viser une cible, - un capteur (34) de mesure de l'éclairement de l'environnement du viseur (20), - un écran (36) d'affichage de la partie d'environnement acquise par la caméra (30), l'écran (36) présentant une luminosité, et - un contrôleur (38) adapté pour contrôler la luminosité de l'écran (36) en fonction de l'éclairement mesuré, La caméra (30) et l'écran (36) étant configurés pour qu'un utilisateur du viseur (20) vise une cible avec les deux yeux ouverts.

INTERVENANTS

Déposant : SEZNEC-SERPAGGI FRANCIS - 4 BOULEVARD FRED SCAMARONI - 20000 AJACCIO - FR

Titulaire : GAL S.L. Ltd - Strumani 8 HERZELIYA 463 1108 - IL
 SOUTBOX MADEIRA UNIPessoal, LDA - Edifício Marina Club, Avenida Amália, 73 (1er étage, sala 105), paroisse de S6 FLUNCHAL - PT
 H.T CONSULTANT - 17 boulevard Roosevelt - 2450 LUXEMBOURG - LU

Inventeur : SEZNEC SERPAGGI FRANCIS - 4 BOULEVARD FRED SCAMARONI RESIDENCE TOUR D'ALBION - LE WINDSOR - 20000 AJACCIO - FR

Adm. Infirm : INVENT'IP - Petite Halle - 31 rue Gustave Eiffel - 38000 GRENOBLE - FR

STATUT EN FRANCE

Publication du rapport de recherche préliminaire : 14/12/2018 (BOP 2018-50)

Déclaration : 28/06/2019 (BOP 2019-26)

Registre national des brevets (RNB) : 12/02/2020 - N°0233499 - PT : Transmission partielle de propriété en ce qui concerne le(s) titulaire(s) (BOP 2020-12)

Dernière annuité payée : 30/06/2021

Quatrième N° de l'annuité payée : 5

Date de paiement de la prochaine annuité : 30/06/2022

Annexe 2 : Etat des phases nationales (demande PCT)

Brevet américain	US11187497 B2	Délivré le 30/11/2021
Demande de brevet européen	EP3638972 A1	En cours d'examen
Demande de brevet canadien	CA3067101 A1	En cours d'examen
Demande de brevet vietnamien	1-2020-00129	En cours d'examen
Demande de brevet coréen	KR20200035938 A	En cours d'examen
Demande de brevet israélien	271351	En cours d'examen

Certificat de réalisation

Identifiant d'enveloppe: F80389EE3FB74760A61682F8CC2EB95F
 Objet: Signature of the Assignment Agreement HT CONSULTANT_GAL
 Enveloppe source:
 Nombre de pages du document: 10 Signatures: 2
 Nombre de pages du certificat: 5 Paraphe: 18
 Signature dirigée: Activé
 Horodatage de l'enveloppe: Activé
 Fuseau horaire: (UTC+01:00) Bruxelles, Copenhague, Madrid, Paris

État: Complétée

Émetteur de l'enveloppe:
 Gwendal BARBAUT
 contact@ipside-avocat.com
 Adresse IP: 176.172.32.19

Suivi du dossier

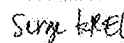
État: Original
 16/12/2022 15:28:27
 Titulaire: Gwendal BARBAUT
 contact@ipside-avocat.com

Emplacement: DocuSign

Événements de signataire

Serge KREL
 serge.krel@gmail.com
 Niveau de sécurité: E-mail, Authentification de
 compte (aucune)

Signature

DocuSigned by:

 880F5411F9D7487...

Horodatage

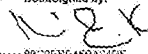
Envoyée: 16/12/2022 16:32:00
 Consultée: 16/12/2022 17:01:28
 Signée: 16/12/2022 17:02:17

Sélection d'une signature : Style présélectionné
 En utilisant l'adresse IP: 78.202.252.56

Divulgaration relative aux Signatures et aux Dossiers électroniques:

Accepté: 16/12/2022 17:01:27
 ID: 683434d1-ae1f-44a8-b181-2fe19aa0d5e6

GAL S.L. Ltd - Avraham Gershovitz-Sagi
 avi_sagi@012.net.il
 Niveau de sécurité: E-mail, Authentification de
 compte (aucune)

DocuSigned by:

 880F5411F9D7487...

Envoyée: 16/12/2022 17:02:22
 Consultée: 16/12/2022 17:15:28
 Signée: 16/12/2022 17:18:08

Sélection d'une signature : Écrit sur un appareil
 En utilisant l'adresse IP: 5.29.8.210

Divulgaration relative aux Signatures et aux Dossiers électroniques:

Accepté: 16/12/2022 17:15:28
 ID: 04c02306-7fe9-4e2d-8b2d-1691f6f467ec

Événements de signataire en personne Signature**Horodatage****Événements de livraison à l'éditeur****État****Horodatage****Événements de livraison à l'agent****État****Horodatage****Événements de livraison intermédiaire État****Horodatage****Événements de livraison certifiée****État****Horodatage****Événements de copie carbone****État****Horodatage**

Angéline Champanhet
 a.champanhet@ipside-avocat.com

Copié

Envoyée: 16/12/2022 17:18:11

Niveau de sécurité: E-mail, Authentification de
 compte (aucune)

Divulgaration relative aux Signatures et aux Dossiers électroniques:

Non offert par DocuSign

Événements de témoins	Signature	Horodatage
Événements notariaux	Signature	Horodatage
Récapitulatif des événements de l'enveloppe	État	Horodatages
Enveloppe envoyée	Haché/crypté	16/12/2022 16:32:00
Livraison certifiée	Sécurité vérifiée	16/12/2022 17:15:28
Signature complétée	Sécurité vérifiée	16/12/2022 17:18:08
Complétée	Sécurité vérifiée	16/12/2022 17:18:11
Événements de paiement	État	Horodatages
Divulgaration relative aux Signatures et aux Dossiers électroniques		

ELECTRONIC RECORD AND SIGNATURE DISCLOSURE

From time to time, SANTARELLI GROUP (we, us or Company) may be required by law to provide to you certain written notices or disclosures. Described below are the terms and conditions for providing to you such notices and disclosures electronically through the DocuSign system. Please read the information below carefully and thoroughly, and if you can access this information electronically to your satisfaction and agree to this Electronic Record and Signature Disclosure (ERSD), please confirm your agreement by selecting the check-box next to 'I agree to use electronic records and signatures' before clicking 'CONTINUE' within the DocuSign system.

Getting paper copies

At any time, you may request from us a paper copy of any record provided or made available electronically to you by us. You will have the ability to download and print documents we send to you through the DocuSign system during and immediately after the signing session and, if you elect to create a DocuSign account, you may access the documents for a limited period of time (usually 30 days) after such documents are first sent to you. After such time, if you wish for us to send you paper copies of any such documents from our office to you, you will be charged a \$0.00 per-page fee. You may request delivery of such paper copies from us by following the procedure described below.

Withdrawing your consent

If you decide to receive notices and disclosures from us electronically, you may at any time change your mind and tell us that thereafter you want to receive required notices and disclosures only in paper format. How you must inform us of your decision to receive future notices and disclosure in paper format and withdraw your consent to receive notices and disclosures electronically is described below.

Consequences of changing your mind

If you elect to receive required notices and disclosures only in paper format, it will slow the speed at which we can complete certain steps in transactions with you and delivering services to you because we will need first to send the required notices or disclosures to you in paper format, and then wait until we receive back from you your acknowledgment of your receipt of such paper notices or disclosures. Further, you will no longer be able to use the DocuSign system to receive required notices and consents electronically from us or to sign electronically documents from us.

All notices and disclosures will be sent to you electronically

Unless you tell us otherwise in accordance with the procedures described herein, we will provide electronically to you through the DocuSign system all required notices, disclosures, authorizations, acknowledgements, and other documents that are required to be provided or made available to you during the course of our relationship with you. To reduce the chance of you inadvertently not receiving any notice or disclosure, we prefer to provide all of the required notices and disclosures to you by the same method and to the same address that you have given us. Thus, you can receive all the disclosures and notices electronically or in paper format through the paper mail delivery system. If you do not agree with this process, please let us know as described below. Please also see the paragraph immediately above that describes the consequences of your electing not to receive delivery of the notices and disclosures electronically from us.

How to contact SANTARELLI GROUP:

You may contact us to let us know of your changes as to how we may contact you electronically, to request paper copies of certain information from us, and to withdraw your prior consent to receive notices and disclosures electronically as follows:

To contact us by email send messages to: j.bicclair@ipside.com

To advise SANTARELLI GROUP of your new email address

To let us know of a change in your email address where we should send notices and disclosures electronically to you, you must send an email message to us at j.bicclair@ipside.com and in the body of such request you must state: your previous email address, your new email address. We do not require any other information from you to change your email address.

If you created a DocuSign account, you may update it with your new email address through your account preferences.

To request paper copies from SANTARELLI GROUP

To request delivery from us of paper copies of the notices and disclosures previously provided by us to you electronically, you must send us an email to j.bicclair@ipside.com and in the body of such request you must state your email address, full name, mailing address, and telephone number. We will bill you for any fees at that time, if any.

To withdraw your consent with SANTARELLI GROUP

To inform us that you no longer wish to receive future notices and disclosures in electronic format you may:

- i. decline to sign a document from within your signing session, and on the subsequent page, select the check-box indicating you wish to withdraw your consent, or you may;
- ii. send us an email to j.bicclair@ipside.com and in the body of such request you must state your email, full name, mailing address, and telephone number. We do not need any other information from you to withdraw consent.. The consequences of your withdrawing consent for online documents will be that transactions may take a longer time to process..

Required hardware and software

The minimum system requirements for using the DocuSign system may change over time. The current system requirements are found here: <https://support.docusign.com/guides/signer-guide-signing-system-requirements>.

Acknowledging your access and consent to receive and sign documents electronically

To confirm to us that you can access this information electronically, which will be similar to other electronic notices and disclosures that we will provide to you, please confirm that you have read this ERSD, and (i) that you are able to print on paper or electronically save this ERSD for your future reference and access; or (ii) that you are able to email this ERSD to an email address where you will be able to print on paper or save it for your future reference and access. Further, if you consent to receiving notices and disclosures exclusively in electronic format as described herein, then select the check-box next to 'I agree to use electronic records and signatures' before clicking 'CONTINUE' within the DocuSign system.

By selecting the check-box next to 'I agree to use electronic records and signatures', you confirm that:

- You can access and read this Electronic Record and Signature Disclosure; and
- You can print on paper this Electronic Record and Signature Disclosure, or save or send this Electronic Record and Disclosure to a location where you can print it, for future reference and access; and
- Until or unless you notify SANTARELLI GROUP as described above, you consent to receive exclusively through electronic means all notices, disclosures, authorizations, acknowledgements, and other documents that are required to be provided or made available to you by SANTARELLI GROUP during the course of your relationship with SANTARELLI GROUP.

TRANSLATION CERTIFICATE

I, Josquin Louvier, hereby declare that I am conversant with the English and French languages and am a competent translator thereof. I declare further that, to the best of my knowledge and belief, the following English-language translation is a true and correct translation of the accompanying French-language document.

Signed this 13th day of January 2022


TRANSLATOR'S NAME Louvier Josquin
Position Manager
Company Champollion Avocats

SELARL CHAMPOLLION AVOCATS
25, rue Pierre Semard
38000 GRENOBLE
Tél. 04 76 27 73 50
contact@champollion-avocats.com

PATENT SHARE ASSIGNMENT AGREEMENT
--

BETWEEN THE UNDERSIGNED:

HT CONSULTANT, a limited liability company incorporated under the laws of Luxembourg, with a share capital of 12.500 euros, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B115796, whose registered office is located at 17 boulevard Roosevelt, 2450 Luxembourg, represented by Mr. Serge KREL, as its manager,

Hereafter: "The Assignor"

ON THE FIRST HAND,

AND:

GAL S.L. Ltd, a limited liability company incorporated under Israeli law, with a share capital of 100 shekel, registered with the Trade and Companies Register under number 513610709, whose registered office is located at Sturman 8, Herzeliya 4631108 (Israel), represented by Mr. Avraham Gershovitz-Sagi, as its manager,

Hereafter: "The Assignee"

ON THE SECOND HAND,

WHEREAS:

- A) The Parties are co-owners of a French patent filed on June 13, 2017 under number FR1770622, published under number 3067449, entitled "Day/night digital two-eye sight for firearm" (hereinafter "the Patent"). This Patent relates to the invention described in the certificate of registration attached as Exhibit 1 (hereinafter referred to as the "Invention").
- B) The patent application was filed by the sole inventor, Mr. Francis SEZNEC-SERPAGGI, former chief engineer of technical studies of armed equipment within the integrated structure of the maintenance in operational condition of the land equipment (SIMMT). He left the administration on January 1, 2009 and has been working on this invention since 2011. On April 25, 2012, the General Direction of Weaponry (DGA) recognized this invention as "off-mission attributable", but did not consider useful to request attribution, leaving the inventor free to file the patent on, his behalf. The Mission for the Development of Participatory Innovation (MIP) partially financed the realization of the prototypes. In a letter dated December 6, 2012, army general Bertrand Ract Madous (CEMAT) was very favorable to the proposal of supporting this project.
- C) The Patent has been the subject of a PCT international extension application on June 13, 2018. The Patent thus includes, in addition to the French patent, several other national patents or patent applications, according to the statement attached in Exhibit 2.
- D) The Patent was the subject of a first assignment on December 7, 2019 between the initial inventor, Mr. Francis SEZNEC-SERPAGGI, and 3 co-owners: HT CONSULTANT, SOFTBOX MADEIRA UNIPESSOAL, LDA and GAL S.L. Ltd, each holding a patent share equal to a third of the Patent. This assignment was based on purely economic considerations, as the HT CONSULTANT and GAL S.L. companies. had no particular knowledge of the technology that was the subject of the Patent, nor of the Invention.
- E) The Assignor wishing to transfer its rights in the Patent and the Assignee having declared itself interested in acquiring them, the Parties engaged in discussions, after a period of negotiations during which the Assignee was able to verify the validity of the Patent and the status of its registration with INPI, in order to determine the terms and conditions of the assignment under which the Assignors share of ownership in the patent shall be transferred.
- F) The Parties declare and acknowledge that the negotiations preceding the conclusion of this Agreement were conducted in good faith and that they were provided, during the pre-contractual phase of the negotiations, with all necessary and useful information to enable them to engage in an informed manner and to communicate to each other any information which might determine their consent and which they could legitimately ignore.

IT HAS BEEN AGREED AS FOLLOWS:

Article 1. Definitions

- **Patent:** the patent mentioned in Exhibit 1 relating to the invention described in this exhibit, as well as all foreign patents and patent applications resulting from the PCT international extension application mentioned in Exhibit 2;
- **Assignment:** this patent share assignment;

- **Co-owners:** all co-owners of the patent;
- **Co-ownership:** group formed by the Co-owners ;
- **Invention:** invention described in the certificate of registration attached as Exhibit 1;
- **Patent Agent:** the patent attorneys responsible for drawing up all the documents for the preparation, filing, extension, issue and maintenance of the Patent, as well as its foreign correspondents. As of the date hereof, the Patent Agent is INVENT'IP, a patent firm with a share capital of 20.000 euros, registered with the Grenoble Trade and Companies Register under number 808 184 303, represented by Mr. Jean-Baptiste DUPONT.

Article 2. Purpose

The purpose of this agreement is to set the conditions under which the Assignor shall sell and assign to the Assignee his share of ownership in the Patent.

Article 3. Entry into force

The Parties do not intend to make their commitment subject to a cooling-off period, and waive to this effect the provisions of Article 1122 of the French Civil Code.

This agreement shall come into force as soon as it is signed by all the Parties, the Assignment being effective upon full payment by the Assignee of the assignment price.

Article 4. Representations and warranties

Assignor and Assignee being co-owners of the Patent, they declare and acknowledge that:

- the Patent has been properly filed and issued, is in full force and effect and that all the fees and taxes necessary to maintain the validity of the Patent have been paid in full;
- no other French or foreign patent application or utility certificate relating to the Invention has been filed;
- no action of any kind against a third party has been taken and that the Patent is not currently subject to any invalidity claim;
- the Patent currently being sold is free and clear of any lien, pledge, privilege, security interest or other encumbrance or restriction to a full and complete ownership and that the Assignor has free disposal and peaceful enjoyment of his patent share, as well as the full capacity to dispose of it,

Article 5. Assignment at Assignee's risks

a. No warranty on legal risks

The Assignee declares being informed, as a Co-owner:

The Assignor may not either guarantee the legal risks associated with the exploitation of the Patent, in France or in any other territory where it may be granted; in particular in the event of actions by third parties claiming prior intellectual property rights on the Invention.

Therefore, this Assignment is granted and accepted at Assignee's full risks, under Article 1629 of the French Civil Code, without any other warranties from Assignor than those set out in the article "*Representations and warranties of the Assignor and Assignee*" and warranty against its own possessing troubles ("*garantie d'éviction du fait personnel*") under article 1626 of French Civil Code.

In accordance with the provisions of articles 1627 to 1629 of the French Civil Code, the Assignor remains bound by the guarantee against possession troubles of his personal act, and consequently undertakes not to trouble, directly or indirectly, the peaceful enjoyment by the Assignee of his right of ownership.

b. No guarantee on hidden defects

As this Assignment is concluded at the Assignee's full risks, the Assignor shall not be liable for any hidden defects affecting the Patent.

In particular, the Assignor does not guarantee the possibility of commercial and technical exploitation of the Invention, such exploitation being under the sole responsibility of the Co-owners.

Nor does the Assignor guarantee any hidden defects affecting the patented products, the manufacture of which shall be under the sole responsibility of the Co-owners.

Consequently, the Assignor shall not be liable for compensation for any technical or commercial inability to exploit the Patent; or for any defect affecting the patented products, and in particular for the consequences of any action by third party based on a hidden defect affecting the patented products.

Article 6. Transfer of Assignor's share

a. Number of shares

The patent is currently divided into 3 equal shares:

- H.T. CONSULTANT: one share, i.e. one third of the patent;
- SOFTBOX MADEIRA UNIPessoal, LDA: one share, i.e. one third of the patent;
- GAL S.L. Ltd: one share, i.e. one third of the Patent.

b. Share transferred

The Assignor hereby assigns to the Assignee, and the Assignee accepts, its share of co-ownership in the Patent.

c. Allocation of shares after assignment

The allocation of the Co-owners' shares after the Assignment will be as follows:

- GAL S.L. Ltd : two shares, i.e. two thirds of the patent;
- SOFTBOX MADEIRA UNIPessoal, LDA: one share, i.e. one third of the patent.

As a result of the Assignment provided for in this Agreement, the Assignor shall lose its status as a co-owner and shall be released from all obligations related thereto.

Article 7. Assignment fee

The Assignment is granted and accepted for the flat, final and non-reviewable fee of , which the Assignee undertakes to pay within 8 days by transfer to the Assignor's bank account.

The Assignee shall be responsible for the payment of the value added tax in its territory, above price being net of all rights and taxes.

Article 8. Right of first refusal of SOFTBOX MADEIRA UNIPessoal, LDA

According to L. 613-29 e) of the French Code of Intellectual Property:

Each co-owner may, at any time, sell his share. The co-owners have a right of pre-emption for a period of three months from the notification of the proposed transfer. If no agreement is reached on the price, it is set by the court. The parties have a period of one month from notification of the judgment or, in the event of an appeal, of the appeal decision, to give up on the sale or purchase of the co-ownership share without prejudice to any damages that may be due; the costs are borne by the waiving party."

By e-mail dated June 14, 2022, HT CONSULTANT informed SOFTBOX MADEIRA UNIPessoal, LDA, co-owner of one third of the Patent, of its wish to transfer its share of co-ownership on the Patent to GAL SL, and of the intended transfer price, being specified that this project had been agreed upon during a meeting on May 11, 2021

By e-mail dated June 15, 2022, the company SOFTBOX MADEIRA UNIPessoal, LDA took note of this information, confirming the decision of May 11, 2021, which implies that it does not intend to exercise its first refusal right.

Consequently, this assignment may freely be executed under article L.613-29 e) of the French Code of Intellectual Property.

Article 9. Documentation

The documentation attached to the share and the Patent includes:

- documents, technical and market studies, plans and diagrams relating to the Patent, its applications, and the related know-how;
- all documents justifying the ownership of the Patent and its applications, and in particular, the certificates of deposit and registration concerning the territories where the Patent has been applied for, as well as all receipts or other proofs of payment relating thereto

All this documentation is kept, on behalf of the Co-ownership, by the Patent Agent.

Article 10. Severability

If any provision of this Agreement was held to be invalid, illegal, or unenforceable, then, to the extent permitted by law, the validity, legality and enforceability of the remaining provisions hereof shall not in any way be affected or impaired thereby.

Article 11. Formalities

a. Tax registration

All taxes and duties due as a result of this Assignment, and in particular any tax registration duties, with the exception of the Assignor's personal taxes, shall be borne by the Assignee, who undertakes to pay them in due time and to carry out any tax formality that may result from this Assignment.

b. Registration with French Registry of Patents

The costs relating to the administrative formalities of registering this Assignment in the French Register of Patents with the National Institute of Industrial Property (INPI) and, if necessary, with the other competent authorities for the territories listed in Exhibit 2, shall be borne by the Assignee, who shall undertake to do so. The Assignee hereby grants full powers to the Patent Agent to have the said assignment registered with the French Register of Patents and any other national competent authorities and to carry out all formalities related thereto.

Article 12. Language

The original version of this Agreement is drafted in French. In the event one or more provisions of this Agreement were to be inconsistent with the French version, or in any case where construction of one or more provisions of the Agreement were to be necessary, the French version alone shall prevail and be applied.

Article 13. Applicable law - Dispute settlement

This Agreement shall be in all respects governed by and construed in accordance with the laws of France.

All references to the "Civil Code", the "Code of Intellectual Property" or other legislation refer to French legislation.

ALL DISPUTES RELATIVE TO THIS AGREEMENT, WHETHER FOR ITS VALIDITY, CONSTRUCTION, PERFORMANCE, OR TERMINATION, SHALL BE SUBMITTED TO THE EXCLUSIVE JURISDICTION OF THE COURTS OF PARIS (FRANCE).

Article 14. Exhibits

By express agreement, all the documents attached to this Agreement (Exhibits) form an integral part of it and form, with it, an indivisible whole in the minds of the parties.

Article 15. Electronic signature

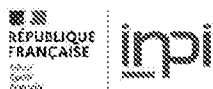
The Agreement is signed electronically by the Parties, with the platform "E-actes sous signature privée" of the service "e-barreau" operated by Certurope, under the conditions of articles 1366 and 1367 of the French Civil Code. The date of signature of this Agreement is the date indicated by the electronic signature affixed to the said document and to the electronic certificate.

The Parties acknowledge that this Agreement, signed electronically, constitutes clear evidence of their willingness to bind themselves and establishes their full and complete consent to the resulting rights, obligations and liabilities.

For H.T. CONSULTANT Mr. Serge KREL Signature	For GAL S.L. Ltd Mr. Avraham Gershovitz-Sagi Signature
---	---

EXHIBIT 1 : PATENT FR3067449

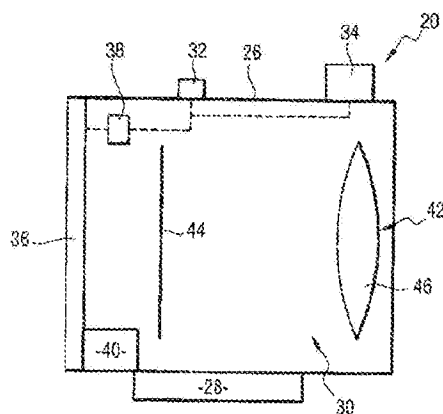
Brevet VISEUR DEUX YEUX OUVERT...



Extrait de la base Brevets
du site DATA INPI
19 mai 2022

Notice n° FR3067449

Figure:



Titre : VISEUR DEUX YEUX OUVERTS NUMERIQUE JOUR/NUIT POUR ARME A FEU

N° et date de publication de la demande : FR3067449 - 14/12/2018 (BOP1 2018-50)

Type de la demande : A1

N° et date de dépôt : FR1770622 - 13/06/2017

N° et date de priorité : FR1770622 - 13/06/2017

Classification CIB : F41G 1/00; F41G 1/30; F41G 1/32

Classification CPC : F41G 1/30; F41G 1/32; F41G 3/165; G02B 23/14; G02B 27/0189; F41G 1/30; F41G 1/32; F41G 3/165; G02B 23/14; G02B 27/0189; F41G 1/32; F41G 3/16; G02B 27/0189

Famille de brevets : CA3067101A1; JP2020528132A; EP3638972A1; K220200035938A; FR3067449A1; WQ2018229149A1; US2020103203A1

Brevet VISEUR DEUX YEUX OUVERT...

Abstré : L'invention concerne un viseur (20) destiné à être utilisé de jour et de nuit, le viseur (20) comportant :
- une interface de fixation (28) à une arme à feu, - une caméra (30) acquérant une partie de l'environnement pour viser une cible, - un capteur (34) de mesure de l'éclairement de l'environnement du viseur (20), - un écran (36) d'affichage de la partie d'environnement acquise par la caméra (30), l'écran (36) présentant une luminosité, et - un contrôleur (38) adapté pour contrôler la luminosité de l'écran (36) en fonction de l'éclairement mesuré, La caméra (30) et l'écran (36) étant configurés pour qu'un utilisateur du viseur (20) vise une cible avec les deux yeux ouverts.

INTERVENANTS

Déposant : SEZNEC-SERPAGGI FRANCIS - 4 BOULEVARD FRED SCAMARONI - 20000 AJACCIO - FR

Titulaire : GAL S.L. Ltd - Sturman 8 HERZELIYA 4631108 - IL
SOFTBOX MADEIRA UNIPessoal, LDA - Edifício Marina Club, Avenida Arriaga, 73 (1er étage, sala 105), paroisse de Sé FUNCHAL - PT
H.T CONSULTANT - 17 boulevard Roosevelt - 2450 LUXEMBOURG - LU

Inventeur : SEZNEC SERPAGGI FRANCIS - 4 BOULEVARD FRED SCAMARONI RESIDENCE TOUR D'ALBION - LE WINDSOR - 20000 AJACCIO - FR

Mandataire : INVENT'IP - Petite Halle - 31 rue Gustave Eiffel - 38000 GRENOBLE - FR

STATUT EN FRANCE

Publication du rapport de recherche préliminaire : 14/12/2018 (BOP [2018-50](#))

Délivrance : 28/06/2019 (BOP [2019-26](#))

Registre national des brevets (RNB) : 12/02/2020 - N°0233499 - PT : Transmission partielle de propriété en ce qui concerne le(s) titulaire(s) (BOP [2020-12](#))

Dernière annuité payée : 30/06/2021

Quatrième - N° de l'annuité payée : 5

Date de paiement de la prochaine annuité : 30/06/2022

Exhibit 2: Status of national phases (PCT extension application)

US Patent	US11187497 B2	Issued on 30/11/2021
European patent application	EP3638972 A1	Under review
Canadian patent application	CA3067101 A1	Under review
Vietnamese patent application	1-2020-00129	Under review
Korean patent application	KR20200035938 A	Under review
Israeli patent application	271351	Under review